

Embargo jusqu'au
26 octobre 2020, 16 h 30

L'importance d'un cadre approprié pour la place financière suisse

Lugano Banking Day

Thomas J. Jordan*

Président de la Direction générale

Banque nationale suisse

Lugano, le 26 octobre 2020

© Banque nationale suisse, Zurich, 2020 (exposé donné en anglais)

* L'intervenant remercie Christoph Hirter pour sa précieuse contribution à la rédaction de cet exposé. Ses remerciements s'adressent également à Simone Auer et à Alexander Perruchoud, ainsi qu'aux services linguistiques de la BNS.

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux que cet important événement puisse finalement avoir lieu malgré les circonstances toujours particulières. Bien sûr, je regrette beaucoup que le public ne puisse pas y assister sur place. Le contact direct avec la population et les représentants de l'économie reste fondamental pour la Banque nationale suisse (BNS), indépendamment des progrès de la technique.

Le coronavirus n'a pas eu pour seule conséquence de retarder la célébration de cette fête de centenaire, mais il a aussi un grave impact sur l'économie et sur notre vie sociale. Dans ce contexte, je me réjouis d'autant plus d'avoir aujourd'hui la possibilité de féliciter l'Associazione Bancaria Ticinese personnellement pour son centième anniversaire.

En temps normal, mon poste de président de la Direction générale de la Banque nationale m'amène souvent au Tessin, où je rencontre chaque année les représentants de l'Associazione Bancaria Ticinese. En effet, la BNS entretient depuis de nombreuses années déjà de bonnes relations avec votre association. Ce n'est d'ailleurs guère surprenant, car la place financière tessinoise existe depuis longtemps, comme le souligne justement ce centenaire.

Les dernières années ne sont cependant pas restées sans effet sur les banques et les assurances, au Tessin comme ailleurs: la crise financière, la fin du secret bancaire, l'accord fiscal avec l'Italie et maintenant la pandémie de COVID-19 représentent des défis considérables pour de nombreux établissements. La place financière tessinoise reste néanmoins capitale pour l'emploi et la création de valeur dans la région italophone de la Suisse.

Dans mon exposé, je souhaite relever certains points qui ont selon moi une incidence majeure sur le potentiel actuel et futur non seulement de la place financière tessinoise, mais aussi de la place financière suisse dans son ensemble.

Dans un premier temps toutefois, j'aimerais expliquer pourquoi une place financière performante est essentielle pour notre économie.

Permettez-moi de commencer par les assurances. Ces dernières centralisent les risques que les ménages et les entreprises devraient autrement assumer eux-mêmes, voire qu'ils ne pourraient pas prendre sans elles. Les banques quant à elles remplissent une importante mission macroéconomique en exerçant leur cœur de métier, qui consiste à recevoir de l'argent en dépôt et à accorder des crédits. Ainsi, elles permettent par exemple aux particuliers de souscrire un prêt hypothécaire, ou aux entreprises, de financer d'importants investissements.

La crise du COVID-19 a montré à quel point l'approvisionnement de l'économie en crédits est important. En Suisse, de nombreuses entreprises ont rencontré des problèmes de liquidités au printemps, du fait du ralentissement de l'économie. Afin d'approvisionner les entreprises de manière rapide et non bureaucratique en liquidités, le Conseil fédéral a adopté un plan d'aide, de concert avec la BNS et l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

Dans le cadre de ce programme, les banques accordent des prêts aux entreprises, la Confédération assume le risque de défaut, et la BNS met, par le nouveau mécanisme de refinancement, des liquidités à la disposition des banques pour leur permettre d'octroyer ces crédits. Grâce à cette facilité, les banques peuvent refinancer avantageusement ces crédits au taux directeur de la BNS de $-0,75\%$. Actuellement, il y a tout lieu de penser que l'approvisionnement des petites et moyennes entreprises en crédits et en liquidités fonctionne bien en Suisse.

J'en viens maintenant à un autre aspect important de toute place financière: par leurs activités, les banques et les assurances créent de la valeur et des emplois. Le secteur financier, qui comptait quelque 218 000 équivalents plein temps en 2018, est un employeur important en Suisse. Sa création de valeur brute en termes nominaux s'est élevée à 63 milliards de francs environ en 2018, soit près de 10% du produit intérieur brut¹. La taille de ce secteur a toutefois pour conséquence que les développements positifs comme négatifs qu'il connaît ont une incidence particulièrement grande sur l'économie suisse.

La Banque nationale est elle aussi tributaire d'un secteur financier performant. En effet, les banques commerciales transmettent l'impulsion de notre politique monétaire à l'économie suisse en octroyant des prêts. Les assurances participant aussi au marché des pensions de titres contre francs, elles ont également leur rôle à jouer dans la fixation des prix sur le marché monétaire suisse. C'est ainsi que le secteur financier apporte une contribution précieuse à la transmission de notre politique monétaire.

Banques résilientes et bien capitalisées

Du fait de la propagation mondiale du coronavirus, l'environnement économique et les conditions sur les marchés financiers se sont considérablement détériorés au niveau international. En Suisse, les banques ont jusqu'ici bien résisté aux répercussions de la pandémie. Les turbulences ont néanmoins montré combien il est important pour les banques et les assurances de détenir suffisamment de fonds propres et de liquidités.

La législation suisse constitue une bonne base à cet égard. Elle exige en effet que les banques d'importance systémique disposent de volants de fonds propres et de liquidités suffisants. Ces établissements doivent aussi s'assurer de pouvoir faire l'objet d'un assainissement ou, en cas de crise, d'une liquidation ordonnée.

Ces dernières années, les grandes banques axées sur le marché mondial ont beaucoup renforcé leur dotation en fonds propres, réduit leurs positions à risque et pris des mesures organisationnelles en matière de prévention de crise. Les banques axées sur le marché intérieur présentent elles aussi une résilience appropriée dans l'ensemble.

¹ Voir BAK Economics (2019), *Importance économique du secteur financier suisse*.

Dans le contexte actuel, marqué par la crise du COVID-19 et par une incertitude élevée, les réglementations en vigueur constituent un avantage d'autant plus important. De plus, nous avons l'habitude en Suisse de réglementer uniquement ce qui doit l'être. Dans ce cas aussi, nous nous sommes concentrés sur l'essentiel, à savoir les fonds propres, les liquidités ainsi que l'assainissement et la liquidation ordonnée. Car il est primordial à nos yeux d'imposer aux acteurs économiques nationaux le moins de contraintes possible concernant leurs activités et leur modèle d'affaires.

Solidité de notre monnaie et stabilité des prix

Une monnaie digne de confiance est également l'un des piliers d'une place financière stable et attrayante. Pour être qualifiée de telle, une monnaie doit conserver sa valeur au fil du temps; dans ce cas, la stabilité des prix est garantie.

Le franc est l'une des monnaies les plus solides au monde. Depuis l'éclatement de la Première Guerre mondiale, aucune autre monnaie n'est demeurée aussi stable, et aucun autre pays n'a enregistré une inflation moyenne aussi faible que la Suisse.

Mais chaque médaille a son revers. Pendant les phases d'incertitude élevée, le franc a tendance à s'apprécier fortement, ce qui met notre économie sous pression et menace la stabilité des prix. Nous en avons eu une nouvelle fois la preuve récemment. En conséquence, la Banque nationale doit continuer à veiller à la stabilité des prix en Suisse au moyen de sa politique monétaire.

Le taux d'intérêt négatif et notre disposition à intervenir au besoin sur le marché des changes nous permettent de contrer l'attrait des placements en francs. Ce faisant, nous veillons systématiquement à ce que les conditions monétaires soient appropriées en Suisse.

Un franc surévalué peut aussi représenter un problème pour le secteur financier, et en particulier pour la gestion de fortune, un domaine important dans lequel les produits sont essentiellement versés en monnaies étrangères alors que les charges sont généralement dues en francs.

Bien sûr, nous sommes aussi conscients du défi que représente le taux d'intérêt négatif pour le secteur financier. Aussi avons-nous réduit la charge de l'intérêt négatif pour le système bancaire au niveau nécessaire à la mise en œuvre de la politique monétaire.

Permettez-moi de souligner une fois de plus que le bas niveau des taux d'intérêt est un phénomène mondial dont les causes sont structurelles et auquel la Suisse ne peut malheureusement pas se soustraire.

Cadre politique et institutionnel

Pour rester compétitifs face à la concurrence internationale, les établissements financiers suisses ont également besoin d'un cadre politique et institutionnel approprié. La Suisse se caractérise depuis longtemps par un contexte politique stable, une grande sécurité juridique, des

autorités efficaces et une infrastructure sûre et de qualité. Ces éléments constituent une base solide pour les établissements financiers.

Nous serions toutefois malavisés de nous reposer sur nos lauriers. En effet, nous devons veiller à ne pas créer des obstacles administratifs qui entraveraient les activités des établissements financiers sans augmenter la stabilité du système ni apporter d'autres améliorations majeures.

En Suisse, le potentiel de croissance est par exemple freiné par le droit de timbre de négociation et l'impôt anticipé. Il faut s'attendre à ce que la réforme actuellement en discussion de l'impôt anticipé et la suppression du droit de timbre de négociation sur les titres suisses renforcent le marché suisse des capitaux². Ces changements devraient non seulement être utiles au secteur financier, mais aussi améliorer les possibilités de financement des entreprises. Les petites et moyennes entreprises en profiteraient particulièrement, car elles ne disposaient guère de cette possibilité jusqu'ici.

Ouverture des marchés

Il va sans dire que la Suisse doit une grande partie de sa prospérité actuelle à l'ouverture des marchés et à ses échanges commerciaux intensifs. Pour les secteurs à vocation exportatrice de l'industrie financière suisse, l'accès limité aux marchés représente néanmoins encore un obstacle, qui affaiblit le potentiel de croissance.

Notamment l'accès au marché de certains pays s'est dégradé depuis la crise financière; les gérants de fortune qui opèrent sur le marché suisse, relativement petit, sont les premiers à en ressentir les effets. Il serait donc souhaitable de faciliter l'entrée sur ce marché.

Il convient aussi de développer de nouvelles possibilités dans le système multilatéral de négoce. En effet, la libéralisation du commerce mondial s'est jusqu'ici concentrée sur les biens. Si le négoce des services se libérait, les établissements financiers pourraient disposer d'un nouveau potentiel de croissance.

Conclusion

J'en arrive au terme de mon exposé.

Mesdames et Messieurs, un cadre approprié est indispensable pour que notre place financière puisse maintenir sa position de premier plan au niveau mondial. C'est pourquoi nous devons continuer à en prendre soin et l'améliorer là où le besoin s'en fait sentir.

De plus, un cadre approprié aide de façon générale les entreprises de toutes les branches à trouver à leur niveau des réponses aux défis tels que la crise du COVID-19 ou aux changements structurels. Les agents économiques du secteur privé sont tributaires d'un cadre

² Voir comité consultatif «Avenir de la place financière» (2019), *Roadmap Finanzplatz Schweiz 2020+*, décembre 2019.

de qualité pour prospérer et maintenir leur compétitivité au niveau international. Cela vaut bien sûr tout particulièrement aussi pour le secteur financier.

Je vous remercie de votre attention.